

DE QUOI LES AGRICULTEURS EN COLÈRE SONT-ILS LE NOM ?

Samuel Legris, Thibault Lhonneur

02/02/2024

Manifestant une nouvelle crise du travail, la mobilisation des agriculteurs est particulièrement forte dans le quart sud-ouest du territoire français. Une concentration qui n'est pas neutre, comme le montrent Samuel Legris, doctorant en sociologie au sein de l'UMR TREE et chargé d'enseignements à l'université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), et Thibault Lhonneur, conseiller municipal de Vierzon et expert associé à la Fondation, qui inscrivent dans l'histoire des récents mouvements sociaux cette radicalité des agriculteurs.

Fin octobre 2023, le Tarn découvre par un matin d'automne que des panneaux d'entrée et de sortie de communes ont été retournés, placés à l'envers : Mazamet, Aussillon et Cadalen sont les premiers lieux concernés par ce que la presse locale appelle encore « **le gang des panneaux** ». Il s'agit pourtant des actes initiaux d'une mobilisation agricole qui ne cesse depuis de secouer le territoire national : une révolte des petites villes comme la France en connaît désormais tous les six mois depuis 2018, hors période Covid-19.

Très vite, le phénomène devient viral sur les réseaux sociaux, permettant aux activistes de se saisir de cette campagne qui, dès la mi-novembre 2023, connaît une amplification avec les déclarations du syndicat agricole des Jeunes Agriculteurs qui lancent leur campagne #OnMarcheSurLaTête.

Illustration 1. Montage de panneaux retournés - Jeunes Agriculteurs

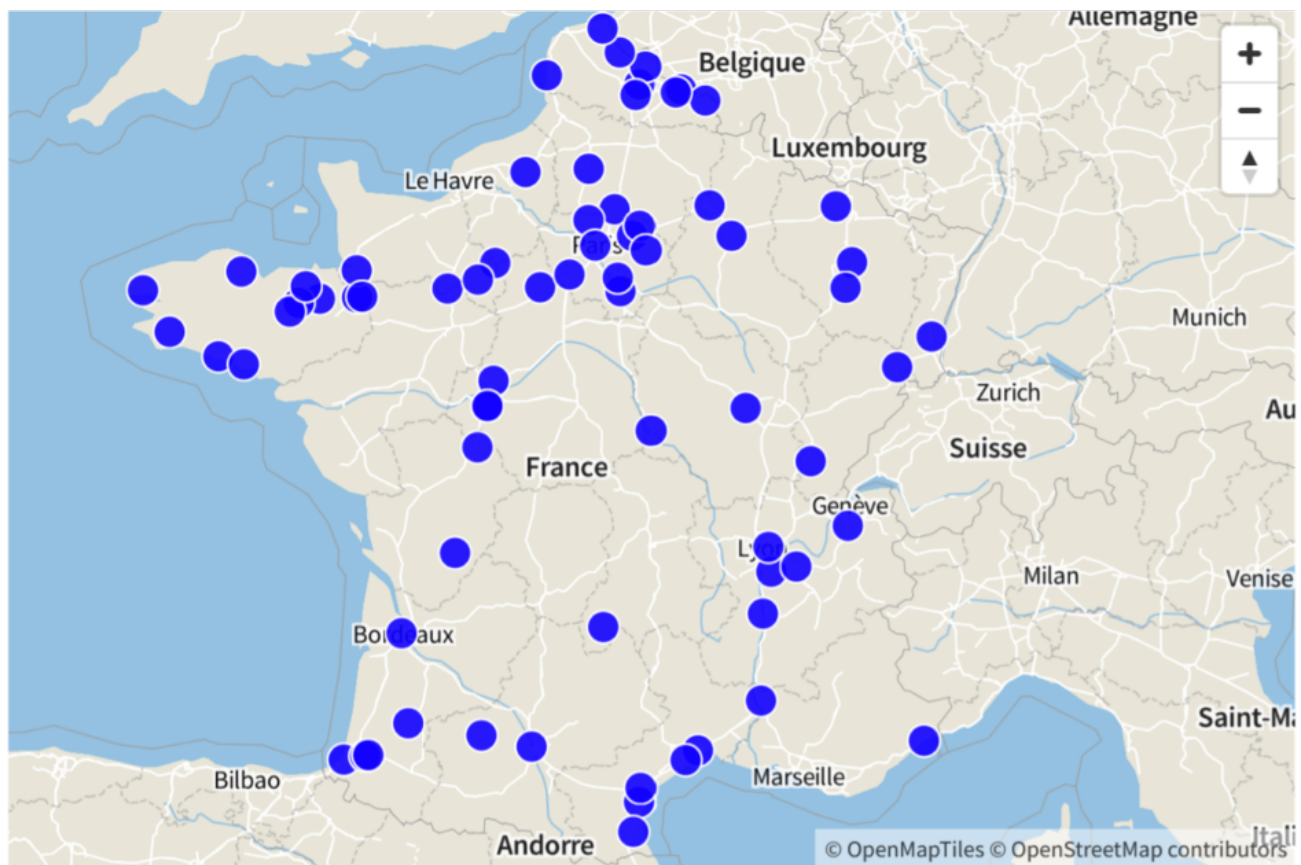


Les revendications portent sur la difficulté des efforts que doivent fournir les agriculteurs pour coller aux exigences de la transition écologique : le glyphosate, l'accès à l'eau – dont les dernières actualités ont conduit à un affrontement entre militants écologistes et agriculteurs productivistes sur la question des méga-bassines – et le prix du gazole qui ne cesse d'augmenter.

À la suite de la manifestation régionale à Toulouse du 16 janvier 2024 à l'appel des Jeunes Agriculteurs et de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles à l'issue de laquelle les agriculteurs n'obtiennent pas satisfaction, la mobilisation s'accroît le 18 janvier 2024. Les premiers blocages sont mis en place en Haute-Garonne et, plus spécifiquement, à Carbonne, sur l'autoroute A64 qui relie Bayonne à Toulouse. Cet épïcêtre, aux portes de l'Espagne, voit se regrouper les agriculteurs du Comminges.

L'embrasement est depuis total : toute la France métropolitaine connaît des points de blocage d'agriculteurs venus prendre possession des autoroutes, obstruant l'accès aux métropoles.

Carte 1. Blocages autoroutiers du 26 janvier 2024



Source : [BFM TV](#).

Des bâtiments publics et privés, symbolisant les fractures dénoncées par les agriculteurs, sont pris pour cible dans la France méridionale et au-delà :

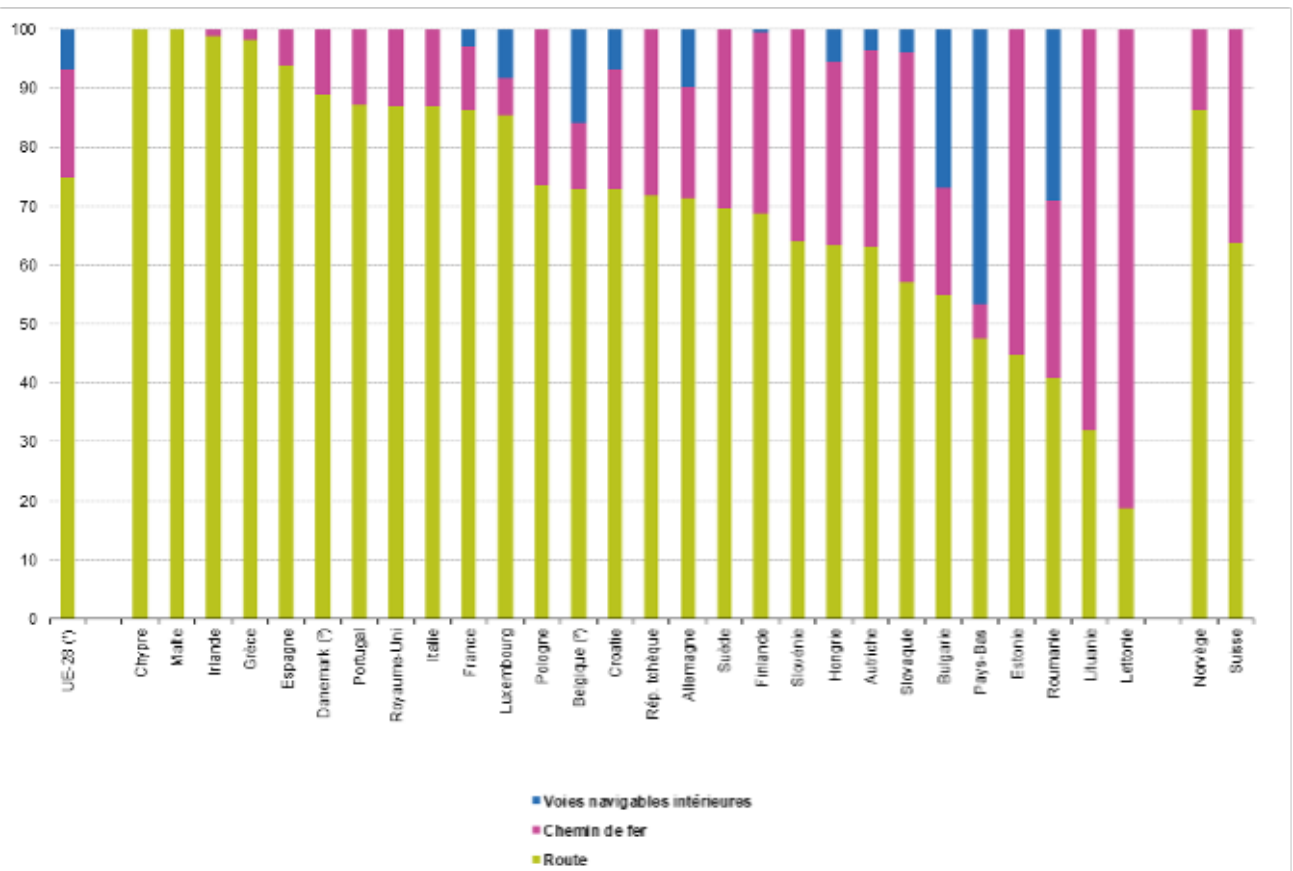
- explosion du bâtiment de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) à Carcassonne dans l'Aude, le 19 janvier 2024 ;
- feu de pneus et façade arrosée de lisier à la préfecture d'Agen dans le Lot-et-Garonne, le 24 janvier 2024 ;
- déchets, lisier et paille souillée déposés devant la préfecture de Guéret dans la Creuse, le 24 janvier 2024 ;
- parking d'un Leclerc Drive labouré à Clermont-L'Hérault dans l'Hérault, le 25 janvier 2024 ;
- incendie des bureaux de la Mutualité sociale agricole (MSA) à Narbonne dans l'Aude, le 25 janvier 2024 ;
- préfecture de Poitiers dans la Vienne arrosée de lisier le 26 janvier 2024 ;
- tentative d'incendie devant la sous-préfecture de Narbonne, le 26 janvier 2024 ;
- incendie au bureau des douanes de Nîmes dans le Gard, le 27 janvier 2024.

À bien des égards, cela rappelle les mobilisations précédentes (« gilets jaunes », réforme des retraites, émeutes de juin 2023). La concentration des actes dans ce quart sud-ouest et, plus précisément, en Occitanie n'est pas neutre : cette région rencontre depuis plusieurs années des difficultés liées au changement climatique et aux règles européennes. Il y a un an, en janvier 2023, les agriculteurs de la région **se mobilisaient déjà** pour échapper aux restrictions d'eau imposées par les préfetures au démarrage des saisons sèches. Depuis septembre 2022, les agriculteurs et, plus spécifiquement, les viticulteurs sont **vent debout** contre la suppression du label « Sud de France », créé par Georges Frêche et qui offre une reconnaissance du terroir régional sans être une AOC, au grand dam des règles européennes et du ministre de l'Agriculture qui ont imposé, *via* le préfet de région, **sa disparition** à l'horizon 2025. Enfin, les frictions avec les producteurs espagnols qui exportent vers la France des produits qui ne sont pas soumis aux mêmes règles sanitaires et environnementales sont récurrentes. Au Boulou (Pyrénées-Orientales), dernière ville avant la Catalogne espagnole, un camion de vin ibérique fut intégralement **vidé** en octobre dernier, à la suite de barrages dressés sur l'autoroute A9. Fin décembre 2023, les vignerons de la cave coopérative de Servian (Hérault) ont organisé une **journée « chariots gratuits »** dans un Auchan et dans un Leclerc de Béziers (Hérault) afin de dénoncer les prix toujours plus bas pratiqués par la grande distribution.

L'Europe des fluides fracturée

Le choix de bloquer les routes n'est pas un hasard : les routes et notamment les autoroutes ont été la clé de voûte de la construction libérale de l'Union européenne, permettant une accélération historique de la circulation des biens et marchandises.

Infographie 1. Répartition modale du transport intérieur de marchandises en 2014



Source : données du [Parlement européen](#).

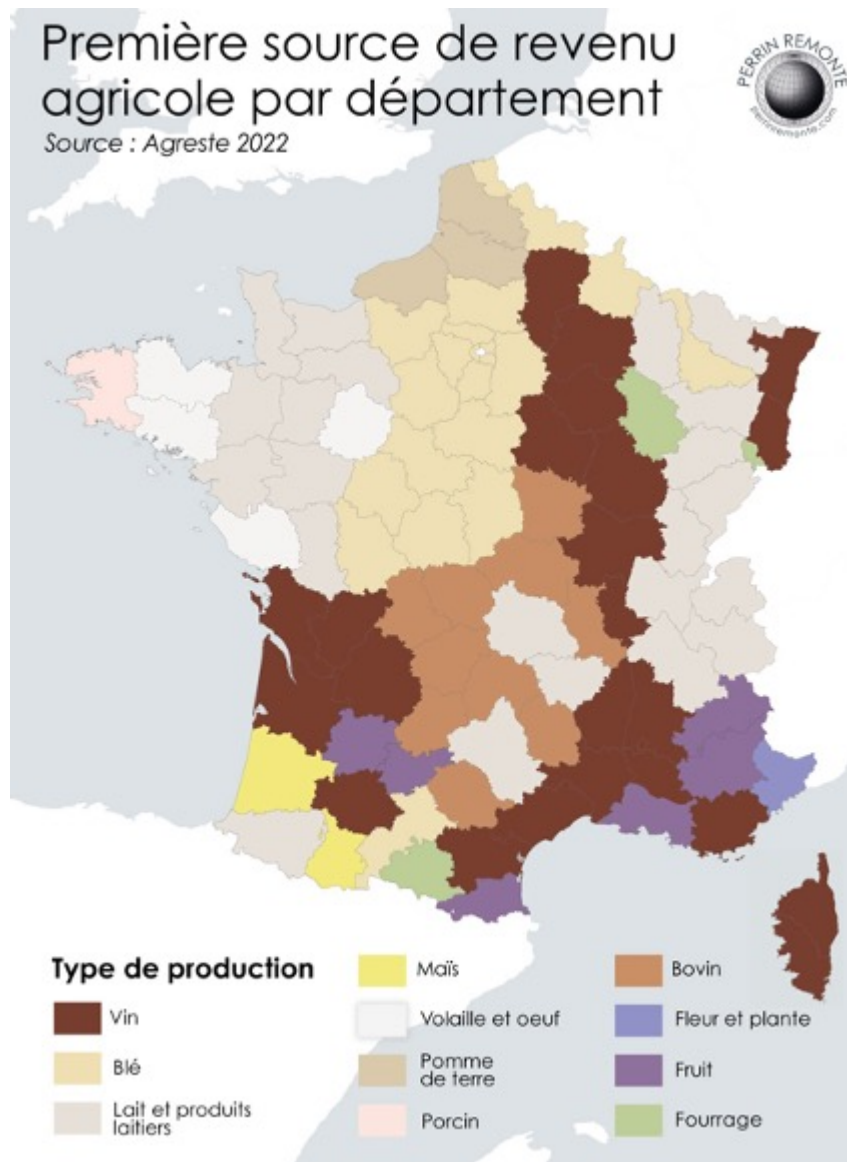
Ces espaces incarnent ainsi l'Europe des fluides, par lesquels tout arrive et tout disparaît : c'est par les routes que les agriculteurs sont mis en concurrence avec ceux de l'étranger, c'est sur la route que le marché libéralisé du transport de personnes a permis l'avènement d'une entreprise comme Uber au détriment des taxis et c'est par les routes que les transporteurs étrangers ont supplanté peu à peu les sociétés hexagonales. Parmi ces dernières, certaines ne s'en sont **jamais relevées**. Ces activités ont, comme dans l'industrie, produit un pan entier de laissés-pour-compte qui ont vu **se détériorer** leurs conditions de travail et de rémunération au fur et à mesure de la construction européenne. Tout le continent est désormais touché : de la Roumanie à l'Allemagne, de la Pologne à la France, les agriculteurs manifestent indistinctement **leurs mécontentements** face à une Europe qui a insuffisamment contribué à l'intégration économique de ces activités. Cette dernière décennie, les « mondes de la route¹ » se sont mobilisés en bloquant des axes stratégiques du territoire national dans le cadre de la révolte des « bonnets rouges » contre l'écotaxe à l'automne 2013, dans le cadre du mouvement « Colère » contre les 80 km/h au début de l'année 2018, puis dans le cadre du mouvement des « gilets jaunes » en 2018-2019.

Dans ce contexte, il est compréhensible que les agriculteurs s'en prennent aux conséquences de ces routes libéralisées. En plus des exemples cités préalablement, des camions en provenance de

pays européens sont vidés et la marchandise **offerte aux Restos du cœur**, comme pour mieux contester la suppression totale des douanes entre les différents États membres.

La concurrence déloyale engendrée par ces dispositions routières et subie par les agriculteurs provoque une crise de la valeur du travail agricole : faiblement rémunératrices, ces professions subsistent parce qu'elles font l'objet de subventions importantes, que ce soit *via* la politique agricole commune (PAC) ou *via* différentes aides gouvernementales (installation/transmission, gazole non routier (GNR), subventions). Ces stratégies ont pour objectif de maintenir un niveau d'exportation élevé et de conserver des prix à la consommation relativement bas, au profit évident de la grande distribution, en position de force face aux agriculteurs. Et toutes les régions agricoles françaises ne sont pas sur le même pied d'égalité dans cette réalité : celles dont les principaux revenus sont issus des céréales souffrent moins des diktats de la grande distribution que celles où les fruits, la viande et le vin composent les principales sources de rémunération.

Carte 2. Première source de revenu agricole par type de production par département

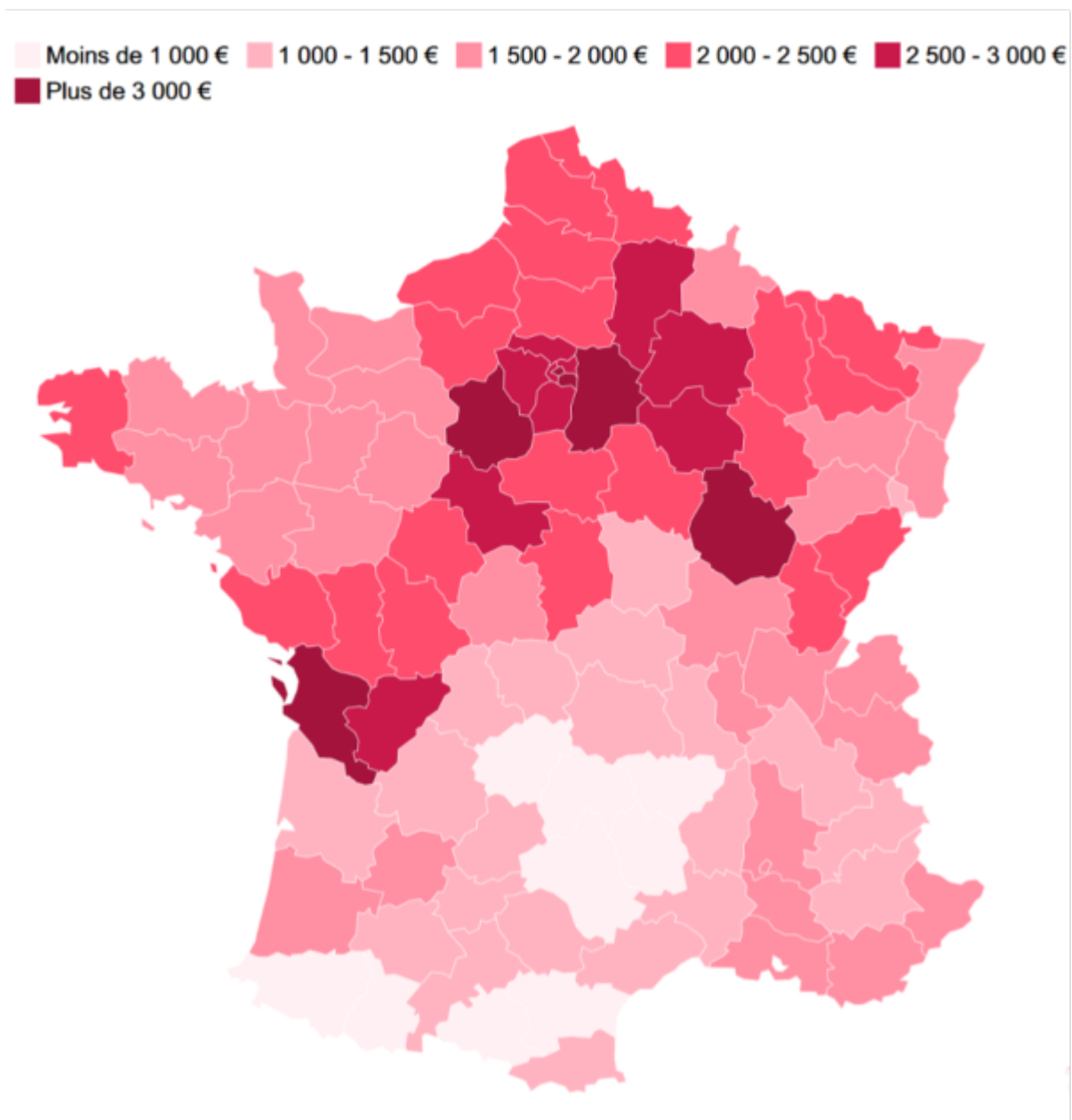


Source : Perrin Remonté.

La nouvelle PAC, qui prévoit **une baisse des aides**, et les mesures initiales de baisse progressive des aides pour le GNR ont plongé les agriculteurs les plus fragiles dans une situation de doute intenable.

Depuis plusieurs années, des études paraissent régulièrement pour pointer **le niveau de vie plus faible** que la population moyenne des agriculteurs : seulement un tiers des revenus des agriculteurs est issu du travail agricole, le reste provenant des ressources du conjoint ou de revenus secondaires. Et dans cette réalité, des disparités demeurent : c'est encore dans les zones agricoles les plus soumises à la concurrence étrangère et à la pression de la grande distribution que se concentrent les agriculteurs les plus pauvres. Ainsi, en Occitanie, où est née la mobilisation, les agriculteurs comptent parmi les plus pauvres du pays, avec des revenus mensuels inférieurs à 1 500 euros.

Carte 3. Revenu mensuel moyen des exploitants agricoles par territoire



Source : *Ouest France, Insee.*

Cette mobilisation résulte donc avant tout d'une crise du travail, dans le sillage du mouvement des « gilets jaunes » de 2018-2019 ou, plus récemment, de la mobilisation du premier semestre de l'année 2023 contre la réforme des retraites. Dans cet environnement libéral, la mobilisation des agriculteurs en colère constitue une nouvelle crise du travail qui se manifeste depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron.

L'Occitanie : terre de radicalités et de résistance

Les agriculteurs en colère du sud de la France s'accordent pour dénoncer les accords de libre-échange et la concurrence déloyale. Ils se révoltent contre la commercialisation de produits étrangers soumis à des normes sanitaires et environnementales moins drastiques que celles en vigueur en France. Ils s'opposent à l'arrivée de denrées qu'il est interdit de produire dans le cadre national en scandant : « N'importons pas l'alimentation dont nous ne voulons pas ». À ce titre, leur mouvement s'inscrit dans la longue histoire des combats des agriculteurs du Midi.

C'est déjà la concurrence déloyale qui était dénoncée par les vigneron du Languedoc et du Roussillon lors de la « révolte des gueux » de 1907. La révolte vigneronne de 1907 fut menée par de petits vigneron membres de caves coopératives viticoles, souvent de sensibilité socialiste ou communiste, partisans de la révolution sociale. Dès le milieu du XIX^e siècle, l'expression « Midi rouge » s'imposa pour désigner l'attachement des populations de ces territoires ruraux de la France méridionale à la Seconde République et leur résistance au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851. Connue pour la mutinerie des soldats du dix-septième régiment d'infanterie célébrée par le socialiste Montéhus dans sa chanson *Gloire au 17^e*, la révolte des vigneron de 1907 fut marquée par le soutien du député socialiste du Tarn, Jean Jaurès, qui défendit la cause des vigneron à la chambre des députés.

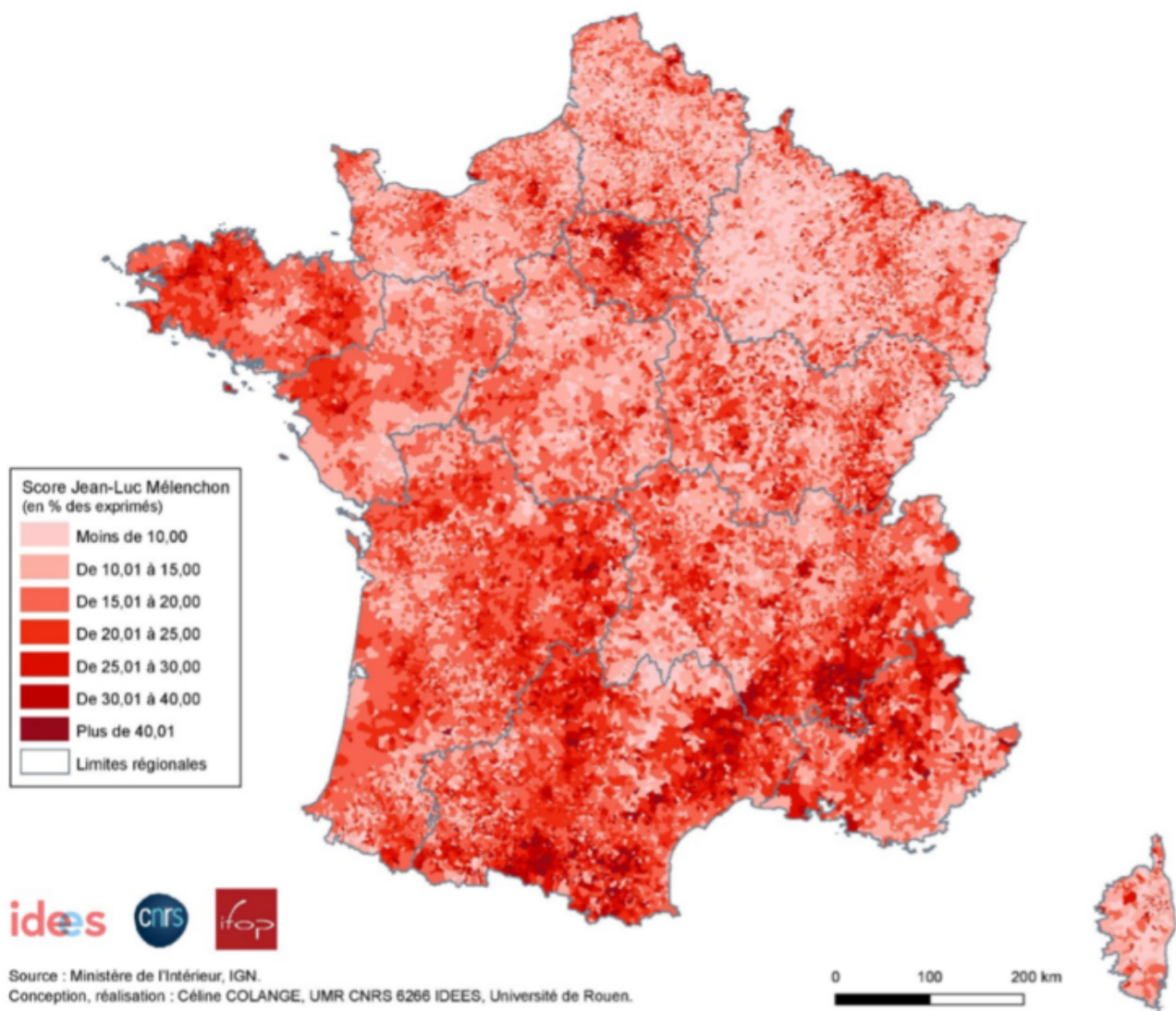
Le « Midi rouge » fut secoué à de multiples reprises par des révoltes vigneronnes liées à la gauche ou aux milieux occitanistes au cours du XX^e siècle. À Montredon-des-Corbières (Aude), en périphérie de Narbonne, le 4 mars 1976, une fusillade entre des vigneron du Comité d'action viticole opposés à l'importation de vins étrangers et des policiers provoqua la mort du commandant de CRS Joël Le Goff et du vigneron Émile Pouytès, ainsi que plusieurs dizaines de blessés. Le mouvement des agriculteurs en colère a ainsi été lancé dans des campagnes historiquement ancrées à gauche.

Dès les premiers jours de la mobilisation des agriculteurs, les protestataires ont reçu les soutiens du député La France insoumise de Haute-Garonne, Christophe Bex, dont la circonscription comprend Carbone, et de la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga. La révolte est née et s'est développée dans des départements de la région Occitanie actuellement dirigés par la gauche. Après l'Île-de-France, l'Occitanie est la région de France métropolitaine où le candidat insoumis Jean-Luc Mélenchon a réalisé son meilleur score lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, recueillant 22,6% des suffrages exprimés.

agriculteurs en colère le 26 janvier 2024, Jean-Luc Mélenchon est arrivé largement en tête lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (26,70% des suffrages exprimés). Les candidats de gauche Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Fabien Roussel et Philippe Poutou ont réalisé des scores supérieurs ou égaux à ceux obtenus à l'échelle nationale tandis qu'Emmanuel Macron et les candidats de droite Nicolas Dupont-Aignan, Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Éric Zemmour ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne nationale.

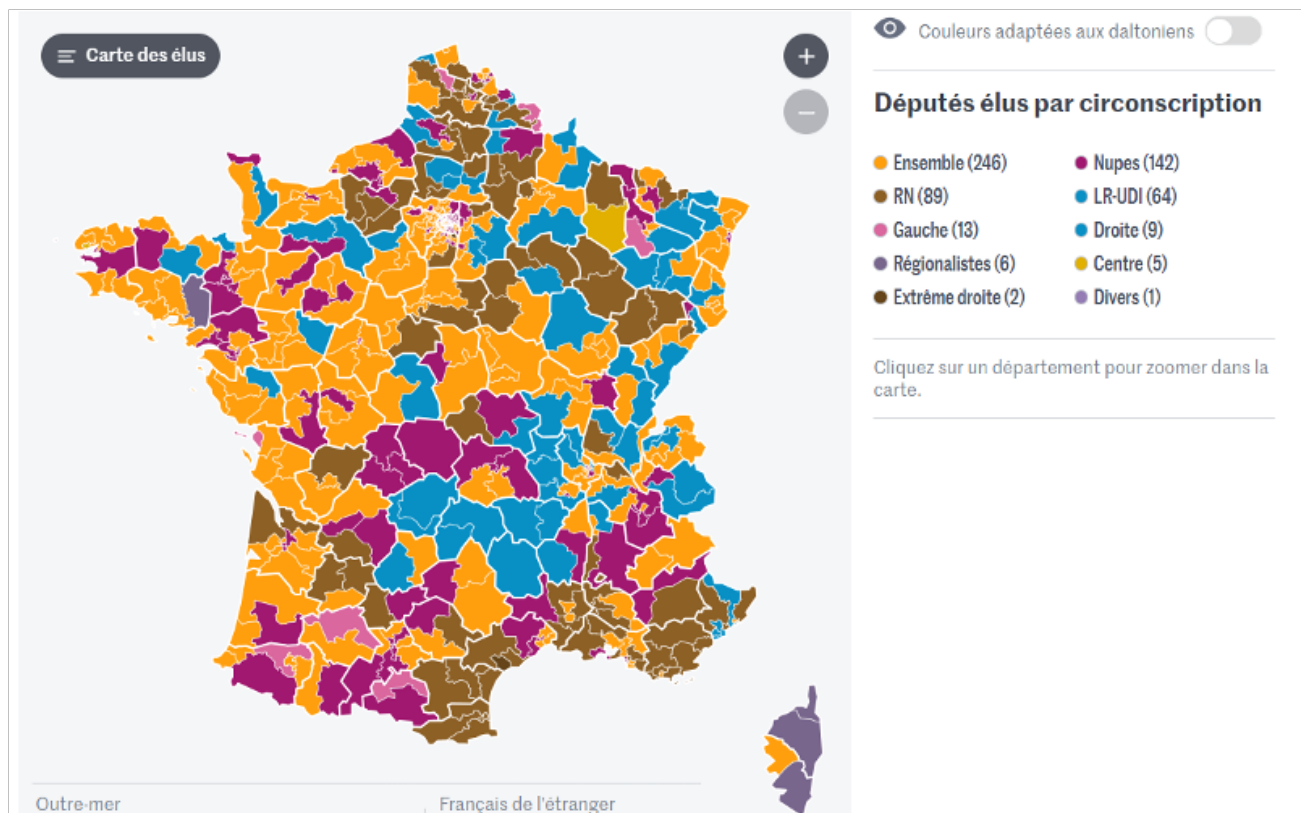
Si le Rassemblement national (RN) réalise des scores modérés dans les terres de gauche de l'ancienne région Midi-Pyrénées, il a fortement progressé ces dernières années dans des départements du Languedoc et du Roussillon où les révoltes paysannes étaient historiquement liées à la gauche. C'est ainsi que les circonscriptions de Prades et de Céret (Pyrénées-Orientales), de Limoux et de Narbonne (Aude) et d'Alès (Gard) détenues par le PS jusqu'en 2017 ont été **remportées par le RN** lors des élections législatives de 2022.

Carte 5. Le vote Mélenchon lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022



Source : Fondation Jean-Jaurès, Idees CNRS, Ifop.

Carte 6. Les résultats du second tour des élections législatives de 2022



Source : [Le Monde](#).

« Pays de la résistance agricole » selon Jérôme Bayle (figure de la contestation des agriculteurs mobilisés du 18 janvier au 27 janvier 2024 sur l'autoroute A64 à hauteur de Carbonne (Haute-Garonne) et Romain Deloustal (viticulteur de l'Hérault et président du syndicat Jeunes Agriculteurs de la région Occitanie), l'Occitanie constitue plus largement une terre de rébellion. Cette résistance s'est historiquement traduite par une contestation de l'autorité centrale, notamment visible à travers le catharisme et le combat des camisards, les révoltes paysannes et populaires, la Résistance dans les maquis des montagnes du Sud pendant la Seconde Guerre mondiale, puis les mouvements occitanistes. Plus récemment, cette attitude rebelle s'est exprimée par une forte implication de l'Occitanie dans le mouvement des « gilets jaunes » en 2018-2019. **Pas moins de 11%** des électeurs occitans ont participé à la révolte populaire. Cette insoumission a aussi pu expliquer partiellement **la défiance vaccinale supérieure** à la moyenne nationale constatée dans le sud de la France lors de la pandémie de Covid-19, ainsi que la résistance au passe sanitaire d'Occitans non vaccinés qui se considéraient discriminés pendant l'été 2021 comme le furent **les cagots dans le sud-ouest** de la France entre le XIII^e et le XIX^e siècle. Et comme lors de ces mobilisations, celles des agriculteurs débordent rapidement les cadres syndicaux pour autonomiser une lutte aux contours qui peuvent parfois être flous mais dont l'origine se trouve d'abord sur des terres historiquement de gauche.

Dans le sillage de ces luttes qui ont forgé le caractère du territoire, la mobilisation actuelle des agriculteurs en colère s'inscrit enfin dans une opposition du « Sud » au « Nord », le « Nord » étant incarné par Paris et Bruxelles. Le 20 janvier 2024, Romain Deloustal s'adresse en ces termes sur Facebook et X à Gabriel Attal, alors en visite dans le Rhône : « Monsieur le Premier ministre, c'est à Toulouse, Tarbes, Auch, Montpellier, Perpignan, Carcassonne, Foix, Tarbes, Nîmes, Rodez, Cahors, Mende ou Albi que vous êtes attendu, car c'est ici que commence le pays de la résistance agricole ». Parmi les treize préfectures de département de la région Occitanie citées, seule Rodez (Aveyron) se situe dans un département actuellement dirigé par la droite.

Illustration 2. Photographie publiée sur le compte Facebook de Romain Deloustal le 18 janvier 2024



Illustration 3. Tableau publié sur le compte Facebook de Jérôme Bayle le 21 janvier 2024



Loin du calme et de la quiétude prônés par les tenants d'un changement tranquille, la radicalité des agriculteurs vient s'ajouter à celles récentes **des émeutiers** dont les actions ont été plus importantes dans les petites et moyennes villes que dans les métropoles, des manifestations contre la réforme des retraites surinvesties dans **les sous-préfectures** et évidemment celle des « gilets jaunes » massés d'abord sur les ronds-points puis sur les Champs-Élysées pendant plus d'une année. Et c'est encore une fois sur les questions liées au travail que la colère se fonde : un travail qui ne rémunère pas, des perspectives moins émancipatrices pour les générations futures que pour les précédentes, et ce sentiment accru d'une « mondialisation heureuse » qui se fait d'abord sur le dos de la France du « **travail réel** » puis sans ces travailleurs qui, comme les agriculteurs passés de 7% de la population active à **1,5%** entre 1982 et 2019, disparaissent peu à peu de l'économie mondialisée.

Ces crises successives du travail viennent en filigrane d'un effondrement global de la République sociale : l'école publique ne répond plus aux exigences d'intégration économique, culturelle et sociale et elle est peu à peu délaissée par la classe moyenne qui lui préfère les établissements

privés. 87% du territoire est devenu un désert médical et le taux de mortalité infantile repart désormais à la hausse en France.

Face à ces radicalités, le gouvernement et les droites radicales ne jouent plus qu'une seule partition : celle du culturalisme qui consiste à vouloir « réarmer » le pays de ces valeurs diffuses aux noms desquelles « la France reste la France » et qui viennent en contradiction avec le contrat social républicain. Cette contre-offensive libérale sur ces valeurs culturelles donne parfois le sentiment que le gouvernement cherche à gagner du temps face à ce qui semble inéluctable : des transformations radicales et profondes sont l'aspiration centrale d'une majorité de Français qui n'imaginent pas une société idéale sans en passer par là.

Pour la gauche, c'est une opportunité : ces demandes se fondent d'abord sur le travail, sur les services publics et sur l'aménagement du territoire. Autant de thématiques sur lesquelles la radicalité de la gauche lui a systématiquement permis de gouverner.

1. Pierre Blavier, *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*, Paris, PUF, 2021, p. 32.